

Clôture de la 24^{ème} Université d'été

Geneviève COURAUD, Présidente de l'ADF

Bien, cher.e.s ami.e.s, c'est maintenant le dernier moment de cette belle Université d'été, à laquelle vous avez contribué les uns et les autres avec beaucoup de dynamisme et d'énergie, par vos interventions, vos questions, vos rires, vos réactions et vos applaudissements. Un grand merci à toutes et tous. Je souhaiterais accueillir à cette tribune notre Ministre des Outre-mer et très grande amie, George PAU-LANGEVIN.

Pour faire le lien avec la table-ronde précédente, je voudrais préciser que les travaux de l'Assemblée des femmes continueront, durant l'année à venir. Vous voudrez bien excuser notre amie Danielle BOUSQUET, qui a dû nous quitter très vite en fin de matinée, parce qu'elle était sollicitée pour intervenir dans une autre université organisée à Paris sur les questions d'égalité femmes-hommes (pour la changer un petit peu), de droits des femmes et d'avancées en termes de politiques publiques. Donc elle est de tout cœur avec nous et vous salue.

Chère George, je voudrais te dire – et le redire à tout le monde – que lorsque nous avons préparé cette Université d'été, Yvette m'a, à de très nombreuses reprises, appelée pour saluer les uns et les autres, et elle m'a dit « *Il faut que tu leur dises le message suivant : "Le féminisme, c'est un parti politique" »* ».

Eh bien, nous sommes donc le parti politique du féminisme ici toutes et tous, cela me va, même si je salue dans cette salle les représentants de divers autres partis politiques (Socialiste, Communiste, MODEM, PRG, Europe Ecologie Les Verts, le MRC), qui ont participé largement à nos travaux aujourd'hui. Merci George, merci de ta présence et de ta participation à nos travaux. Nous allons t'écouter avec un immense plaisir.

George PAU-LANGEVIN, Ministre des Outre-mer

Je vais essayer d'être synthétique, car je sais que depuis deux jours, vous avez entendu de nombreuses interventions. Chèr.e.s ami.e.s, chères collègues, Mesdames et Messieurs les élu.e.s, Geneviève, cette année encore je suis très heureuse d'être ici avec vous. Comme vous le savez, autant que possible, je ne rate jamais ce rendez-vous de l'Assemblée des femmes, parce que d'une part à chaque fois nous avons des exposés toujours très intéressants, fouillés, précis, et qui nous donnent des idées sur des sujets délicats (comme ces questions évoquées aujourd'hui de la marchandisation du corps des femmes, et également celle de l'hyper sexualisation).

Et surtout, il faut que l'on se dise que pour des militantes comme nous, c'est dans ce lieu que l'on peut échanger, que l'on peut s'entraider.

Quand nous avons fondé l'Assemblée des femmes avec **Yvette ROUDY** et **Françoise DURAND**, nous étions réellement persuadées que nous n'allions jamais arriver à nous faire entendre en politique et à être élues, parce que chacune d'entre nous dans son coin, s'entendait expliquer que l'on ne pouvait pas être élues parce que l'on était trop ci, pas trop comme cela, et pas ceci, pas cela... Et finalement, en se mettant ensemble, on s'est rendu compte que l'on arrivait à détecter les mécanismes qui faisaient que les femmes n'étaient pas reconnues en politique. On a pu s'entraider pour progresser, et je suis intimement persuadée que si j'ai pu être élue députée et ensuite, aujourd'hui, exercer des responsabilités ministérielles, c'est en grande partie grâce à l'entraide

dont nous avons bénéficié au sein de l'Assemblée des femmes, qui permet de surmonter ce sentiment que l'on n'est pas très sûre de pouvoir jamais y arriver.

Donc continuez à être l'Assemblée des femmes, car je pense que c'est effectivement en étant là, dans cette structure à la fois de formation et d'entraide, qu'on peut parvenir à faire progresser les droits des femmes et l'égalité.

C'était aujourd'hui compliqué, en fin de compte de réunir cette Université d'été, parce que, comme vous l'avez dit, un grand nombre de faits – dont certains tragiques - ont rendu l'année particulièrement difficile. Et pour nous qui sommes à la fois progressistes et antiracistes, nous avons été mis à l'épreuve pour trouver les bonnes réponses. Imaginons ce qu'auraient été les propos, les articles et les réactions, si cela n'avait pas été ce Gouvernement-là, au-delà de son bilan, qui avait dû affronter ces événements ! Ce que l'on a entendu après l'attentat de Nice nous donne une idée de ce qu'auraient été les réactions d'un Gouvernement confronté à de tels drames, avec justement les Ciotti ou Estrosi aux responsabilités.

Au bout des quatre années passées au gouvernement, on ne peut pas dire que nous avons tout réussi, bien entendu. Mais en matière de droits des femmes, on a avancé de manière significative. Et je crois que pour pouvoir sauvegarder les valeurs essentielles de la République dans des moments aussi difficiles, eh bien, à chaque fois, je me suis réjouie que ce soit la gauche qui ait été au pouvoir. Cela ne signifie pas que nous ayons tout réussi. Et par exemple il y a pu avoir un moment où l'on a eu le sentiment que le Gouvernement pouvait s'engager sur des pistes sans issue. Mais on a tout fait pour écouter les points de vue différents et on a pu corriger le tir. Je pense que ce qui est essentiel, c'est de se dire que face aux difficultés dramatiques que nous avons pu rencontrer, la gauche n'a pas perdu son âme. Et je pense que cela, c'est le plus important.

L'autre combat que nous avons mené, notamment pour les droits des femmes, c'est lorsque nous avons été confrontés à divers risques.

D'une part, le fait de croire que les droits que nous avons pu obtenir étaient acquis une fois pour toutes. Ce que disait Benoîte Groult est en effet tout à fait d'actualité : *« A toutes celles qui vivent dans l'illusion que l'égalité est acquise et que l'Histoire ne revient pas en arrière, je voudrais dire que rien n'est plus précieuse que les droits des femmes »*.

Et franchement, dans les débats que nous avons encore à propos de cette affaire de burkini, et de voile, ce qui me fait mal au cœur, c'est qu'un certain nombre de femmes issues de cultures différentes, finalement, n'adhèrent pas ou ne reconnaissent pas ces droits que les femmes dans notre pays ont mis tellement de temps à acquérir. J'aurais aimé que, véritablement, elles puissent se rendre compte, ces jeunes femmes, que les combats que nous avons menés en tant que féministes françaises, sont valables pour toutes les femmes, y compris celles qui ont une autre religion ou une autre culture.

Mais pour l'instant, malheureusement, on se rend compte qu'on a du mal à faire accepter qu'il y a une **forme d'universalité de ce combat que nous avons mené**, et qu'au contraire, aujourd'hui, certaines de ces femmes vont s'affirmer dans la société, peut-être temporairement, comme ne comprenant pas les avancées que nous avons pu obtenir. Et je crois que **s'il y a quelque chose que nous devons faire en tant que féministes aujourd'hui dans ce pays, c'est d'essayer de mieux**

nouer le dialogue avec les femmes qui sont – me semble-t-il – peut-être encore dans la soumission à des hommes qui, comme beaucoup d'hommes religieux, utilisent la religion pour asservir les femmes. Et il faut bien que nous leur disions que les combats que nous avons menés, ce ne sont pas seulement des combats pour des femmes occidentales. Ce sont des combats qui doivent pouvoir profiter à toutes les autres femmes. Il faut leur dire que le chemin dans lequel nous sommes engagées et que nous avons tracé est le chemin qui est valable pour toutes les femmes quelles que soient leur nature ou leur religion.

Nous avons aussi à faire attention – mais vous avez eu des débats et des exposés sur cette question – à ne pas en arriver à travestir des considérations marchandes derrière des images sexistes. La publicité concernant les femmes donne une illustration systématique de la manière dont ces rapports marchands sont mis en place, mais c'est vrai qu'il faut que nous arrivions à faire comprendre aux jeunes femmes et aux femmes que la féminité, ce n'est pas se vendre et suivre les diktats de la publicité. Cela nous rappelle une Université d'été, il y a deux ou trois ans, où nous avons pris position contre une publicité dégradante pour les femmes qui avait donné lieu à une pétition de l'Assemblée des femmes d'une qualité tout à fait remarquable.

Donc ce mouvement que vous représentez, je peux vous le dire, est effectivement utile pour la société. Même si ce Gouvernement de gauche peut parfois être amené à être attaqué, il est important que la société et qu'un mouvement comme le vôtre, puissent continuer à se battre pour offrir des pistes de débats et de revendications, faire en sorte que les citoyens puissent continuer à faire avancer, à faire évoluer la société, et nous inciter également à ne pas renoncer devant la difficulté de la tâche.

On a beaucoup parlé ici aujourd'hui des questions d'égalité. Et évidemment au vu du contexte, c'était principalement des questions d'égalité femmes-hommes.

Dans les fonctions que j'exerce aujourd'hui, l'égalité est aussi une préoccupation majeure. Bien que les Outre-mer soient français administrativement, bien qu'on ait mené des politiques en faveur de l'égalité des droits sociaux, sur le terrain, il y a encore de grandes inégalités.

Et de la même manière qu'il y a eu une loi sur l'égalité réelle concernant les femmes, **nous allons déposer un projet de loi en septembre sur l'égalité réelle entre la France hexagonale et les Outre-mer.** Et il reste du travail, parce qu'il y a encore beaucoup à faire pour passer d'une égalité proclamée à une égalité dans les faits.

Sur le sujet qui nous concerne plus particulièrement ici, eh bien nous constatons que là encore, la situation des femmes dans les Outre-mer est loin d'être satisfaisante.

Nous avons affaire à un paradoxe ; d'un côté une société qui présente une sorte de tableau exemplaire de la femme : on dit toujours beaucoup de bien des femmes, on dit que ce sont elles qui tiennent la société. Mais c'est aussi parfois une manière de leur confier absolument toutes les responsabilités (la maison, les enfants et les leçons, le travail à l'extérieur). Vous savez que les femmes d'Outre-mer ont un taux d'activité qui est dans les plus élevés de France, parce que forcément les hommes sont très- très bien comme cela (*rires*) Donc c'est ce qui cette année nous a conduits à prendre ces mesures d'égalité.

Aujourd'hui on constate le développement de la violence dans les territoires ultra-marins, et cette violence touche particulièrement les femmes. Chaque année, le nombre de femmes qui meurent sous les coups de leur conjoint est considérable. Donc nous avons fait évoluer le dispositif de lutte

(les téléphones grand danger) permettant aux femmes d'appeler quand elles sont menacées, et nous avons développé des actions pour aider les associations à être plus efficaces dans la lutte contre les violences.

On a également travaillé sur l'éducation contre les stéréotypes sexistes, et sur le gros sujet de la sexualité. Autant de sujets sur lesquels les femmes ont besoin de savoir quels sont leurs droits. Nous souhaitons mettre en place un accompagnement concret permettant de redresser réellement la situation des femmes dans ces territoires. A chaque fois, on a intégré cette dimension de genre. Ainsi, par exemple, nous avons intégré la lutte contre les stéréotypes sexistes à Mayotte. Tout le monde sait qu'à Mayotte, il y a des sujets dramatiquement lourds. Dans cette île, l'aide sociale est balbutiante. Le problème est que quand il n'y a pas d'aide sociale, ce sont les enfants et les femmes qui souffrent le plus. Et malheureusement, on n'a pas les outils pour les aider. Par exemple, on y fait face à la problématique de l'immigration irrégulière ; les personnes en situation irrégulière sont reconduites à la frontière : beaucoup de femmes préfèrent laisser leurs enfants, avec l'idée que les enfants auront un avenir meilleur s'ils restent à Mayotte, que s'ils retournent dans leur pays d'origine. Il y a donc beaucoup d'enfants qui grandissent tout seuls ; et on se dit que c'est terrible et pour les femmes et pour les enfants. Or il n'y a pas les structures suffisantes pour répondre à ces situations. C'est pourquoi notre priorité cette année est la mise sur pied d'une aide sociale qui ressemble à quelque chose. Nous avons les outils maintenant pour bâtir les structures.

Donc voilà, je voulais simplement vous dire qu'aujourd'hui —devant toutes les difficultés que peuvent vivre les uns et les autres – on entend, me semble-t-il, beaucoup de propos excessifs, des altercations virulentes, alors qu'avec des associations comme la vôtre on essaye – malgré les difficultés – de bâtir une société qui soit une société de fraternité et d'égalité, une société solidaire. Et ce que je souhaite vraiment avec des mouvements comme celui-là et avec les progressistes qui sont là, c'est que les violences que nous rencontrons qui n'ont pour objectif que de fracturer la société française et de faire qu'une partie de cette société – notamment celle qui est de culture musulmane – se sente à côté par rapport au reste de la société française. Le défi que nous avons tous là, c'est d'arriver à garder un discours progressiste, à garder un discours de fraternité, à ne pas perdre nos idéaux de gauche. Parce que je pense que si véritablement c'était le cas, eh bien quelque part les intégristes auraient gagné.

Nous allons entrer dans une année difficile, cela va être un peu l'année de tous les dangers. On va être en campagne, on est face à une pression extrêmement difficile. On est face à des citoyen.ne.s qui bien évidemment ont peur d'être visé.e.s lorsqu'ils.elles vont à la terrasse d'un café. On a tendance à se méfier des autres. Mais en même temps, je crois que nous avons un rôle essentiel, qui est de faire en sorte que nos compatriotes et tous ceux qui vivent dans notre pays puissent se dire que nous ne sommes pas dans un pays ordinaire.

Nous sommes dans un pays libre, qui a fait grandir à travers le Monde les droits de l'Homme et les droits de la personne, qui a répandu les idéaux d'égalité et de fraternité. Et qui, par conséquent, à travers les difficultés, malgré les propos critiques dont nous sommes l'objet, a réussi à se concentrer sur ce qui fait l'essentiel. C'est une responsabilité que nous avons. Et je souhaite, que malgré les critiques faites à ce Gouvernement depuis quatre ans, nous puissions être fier.e.s de nous.

Geneviève COURAUD

Merci Madame la Ministre, pour vos paroles, qui nous disent clairement ce que nous avons à faire tou.te.s ensemble.

C'est la fin de notre Université d'été. Nous avons abordé de très nombreux sujets pendant ces deux jours. Je pense que vous avez la tête pleine de choses apprises, de réflexions, et d'idées neuves, et que tout cela va se décanter.

A vous, toutes et tous, maintenant d'exercer votre vigilance, et d'attirer notre attention sur des sujets qu'il vous paraît important de relever et de pointer, et sur lesquels il vous paraît important de faire des demandes extrêmement précises.

Je voudrais remercier Catherine Coutelle en particulier pour le travail - celui que la délégation aux droits des femmes –qu'elle a présenté là aujourd'hui devant nous, parce que cela va être très utile ! Nous entrons dans une année d'élection chargée, et nous devons veiller à ne rien perdre des avancées de ce quinquennat riche en matière de droits des femmes.

Je voudrais remercier absolument toutes les personnes qui nous ont accueilli.e.s, et à nouveau la Mairie de La Rochelle.

Je vous souhaite un très bon retour dans vos terres d'origine.

Je remercie encore une fois beaucoup les participant.e.s qui nous ont donné tant de cœur, et ont exprimé toutes leurs convictions.

Et, à l'année prochaine, à La Rochelle. Merci !

(Applaudissements)